

Inventaire. « Un président ne devrait pas faire ça! »

C'est le titre de l'ouvrage que vient de publier la Fondation Copernic. Derrière le clin d'œil au livre d'entretiens intitulé « Un président ne devrait pas dire ça... », il dresse un bilan sévère mais solidement argumenté de ce « quinquennat de droite ». Plus d'une vingtaine de contributeurs balayaient les différents aspects de l'action de François Hollande.

Faire le bilan d'une action gouvernementale, comme le fait le dernier ouvrage de la Fondation Copernic, est toujours difficile parce que, selon la formule devenue tristement célèbre de l'ancien premier ministre socialiste Lionel Jospin, « l'État ne peut pas tout ». Mais l'État peut aussi se donner les moyens de peser sur la réalité et c'est de ce point de vue qu'il faut interroger le positionnement de François Hollande. On revient souvent sur une autre formule fameuse – « Mon adversaire, c'est la finance » – comme exemple typique d'une promesse non tenue. Mais François Hollande avait assez clairement énoncé les grandes lignes de son économie politique.

L'AUSTÉRITÉ EUROPÉENNE

Elle repose fondamentalement sur deux principes. D'abord un keynésianisme bas de gamme: pour créer des emplois, il faut de la croissance, et la question de la répartition des revenus est subordonnée. Ensuite, une acceptation sans faille des critères budgétaires européens (déficit public n'excédant pas 3 % du PIB, déficit structurel, c'est-à-dire hors dépenses inhabituelles, ne dépassant pas 0,5 % du PIB). La faute majeure de François Hollande aura sans doute été de ne pas remettre en cause la logique de l'austérité européenne: il était pourtant en position de construire une alliance avec les pays du sud de l'Europe et d'affirmer la nécessité de renégocier les traités ou au moins leur mise en œuvre.

La stratégie de Hollande était fondée sur une politique de simulacre: je fais semblant de me plier – mais pas trop – à la discipline budgétaire



La stratégie de Hollande était fondée sur une politique de simulacre: j'attends la reprise qui viendra d'ailleurs et me permettra de gagner le pari sur le chômage...

AFP PHOTO / POOL / CHRISTOPHE ENA

Le ralliement au dogme néolibéral a été couplé à un tournant néo-conservateur voire identitaire.



« Un président ne devrait pas faire ça! - Inventaire d'un quinquennat de droite », de Gaëlle d'Arnicelli, Pierre Khalfa et Willy Pelletier (coordination). Fondation Copernic, Syllepse, 2017, 228 pages, 8 euros.

européenne et j'attends la reprise qui viendra d'ailleurs et qui me permettra, à moindres frais, de gagner mon pari politique sur l'inversion de la courbe du chômage. À la racine de l'échec de Hollande, il y a donc une triple erreur d'appréciation: sur l'ampleur de la crise, sur ses rythmes et sur les nouvelles caractéristiques économiques de la période.

L'image cruelle du « capitaine de pédalo » était finalement assez juste: la stratégie opportuniste de Hollande aurait été assez habile en temps normal, mais elle n'a pas fonctionné par gros vent. Du coup, un peu en panique, la politique

gouvernementale a glissé assez brusquement vers une politique d'offre, avec la mise en place du Cice (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi), puis avec le pacte de responsabilité, « fondé sur la baisse du coût du travail pour relancer la croissance et l'emploi » comme le présente le site officiel du gouvernement. Au niveau européen, la France ne s'est pas contentée d'avaliser le TSCG (traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance), elle n'a pas pu complètement éviter l'austérité budgétaire. Et elle s'est aussi distinguée en faisant obstacle à une régulation bancaire un peu ambitieuse et en sabotant le projet de taxe Tobin sur les transactions financières. Si on rajoute à cela les lois Macron, Rebsamen et El Khomri, on peut parler de défaite idéologique et politique en rase campagne. L'ouvrage de la Fondation Coper-

nic détaille ces glissements progressifs qui conduisent à un ralliement total au dogme néolibéral dans le domaine économique et social, mais aussi à un tournant néoconservateur, voire identitaire, sur le terrain des libertés et des mœurs. C'est donc une lecture indispensable en cette période de campagne électorale. Elle conduit à cette conclusion : pour se matérialiser, un projet de transformation sociale doit introduire des points de rupture irréversibles, sinon il dérape et se met à dévaler inexorablement sur le toboggan néolibéral. Dans la période ouverte par la crise, le degré de rupture nécessaire est plus élevé, parce qu'il faut remettre en cause les droits de tirage illégitimes sur la richesse accumulés avant la crise, et maîtriser réellement la finance. Plutôt que sur la quête désespérée d'un sursaut de croissance ou sur la croyance magique dans les « réformes structurelles », une véritable alternative de gauche devrait donc reposer aujourd'hui sur un autre partage du travail et des richesses. Il passe par une nouvelle abolition des privilèges. ★

MICHEL HUSSON, économiste
Site : <http://hussonet.free.fr/>



PASCAL SITTIERE/REA

Le secteur de la grande distribution ainsi que La Poste ont été les deux plus gros bénéficiaires du Cice en 2016.

Étude. Non, le Cice n'a pas servi à gaver les salariés!

La croyance que le Cice (crédit d'impôt compétitivité) aurait surtout servi à augmenter les salaires au détriment de l'emploi ou de l'investissement est solidement ancrée chez les libéraux. Ce n'est pas un hasard si « le Figaro » du 19 décembre 2015 enrageait : « Le Cice a encouragé l'augmentation des salaires. » Treize mois plus tard, le même « Figaro » semble cependant se raviser : « Le Cice n'a pas tiré les salaires à la hausse », affirme-t-il, effectuant un virage à 180 degrés. Que s'est-il passé ? Le ministère du Travail a réalisé une étude fouillée (que le quotidien libéral a l'honnêteté de citer), qui remet les pendules à l'heure.

Basée sur un échantillon de plusieurs milliers d'entreprises de tailles diverses, observées entre 2011 et 2015, elle aboutit à cette conclusion limpide : en moyenne, les salaires de base (hors primes et heures sup) n'ont cessé de ralentir sur la période, et plus particulièrement à partir de 2013, date d'introduction du Cice. Fait surprenant, les entreprises qui ont le plus bénéficié du Cice sont aussi celles qui ont le moins augmenté leurs salariés. En guise d'explication, l'étude suppose que ces entreprises ont préféré comprimer les salaires pour continuer à toucher le crédit d'impôt : en effet, au-delà de 2,5 Smic, le Cice ne s'applique plus.

INDICATEURS

LE SMIC HORAIRE

9,76 euros horaire brut
6,41 euros en 2000
1 480,27 euros SMIC mensuel brut (35 heures)

LA HAUSSE DES PRIX

+ 0,3% pour un mois
+ 0,6% pour 12 mois

Indice INSEE
Base 100 en 2015
Décembre 2016 : 100,65

DEMANDEURS D'EMPLOI

+ 0,3%

5 475 800 au total
2 763 000 femmes
745 100 – de 25 ans

Demandeurs d'emploi de catégories A, B et C (sans emploi du tout ou avec une activité réduite) en métropole

20,429 millions de chômeurs dans l'Union européenne (28 pays)

LE CHIFFRE

4,1%

C'est la part du capital d'Engie que l'État vient de céder pour 1,14 milliard d'euros. Cet argent est censé contribuer à la restructuration de la filière nucléaire, et notamment au sauvetage d'Areva. Problème : l'État perd sa minorité de blocage chez Engie, sa participation tombant à 28,7 % du capital et ses droits de vote à 32,6 %. Et fait, une très mauvaise opération financière, le cours de l'action n'ayant jamais été aussi bas depuis la fusion de l'ex-GDF Suez en 2008.

PASCAL SITTIERE/REA

